

Voter ou pas, là est la question

Au bureau de vote du consulat général d'Algérie à Paris, rencontre avec des Algériens partagés entre indifférence et fatalisme politique.



PARIS, LE 12 AVRIL. PEU DE MONDE POUR ÉLIRE LE PROCHAIN PRÉSIDENT ALGÉRIEN. PHOTO FRED DUFOUR/APP

« **M**oi, je vote seulement pour que l'on ne me reproche pas de négliger mon devoir de citoyen. Le résultat va encore être le même, tout le monde le sait. Que ce soit Bouafflika ou un autre, c'est pareil, ce ne sera que des marionnettes. Ceux qui gouvernent, ce sont les généraux. La France aussi a beaucoup de pouvoir. C'est le même cas pour l'Égypte, dominée par les militaires et influencée par les États-Unis », affirme cet électeur, le quarantenaire, résident habituellement en Algérie. Son index est taché d'encre rouge – les électeurs timidement tout doit comme un justificatif de vote. L'ambiance est calme, la fréquentation est faible dans ce petit bureau de vote du 16^e lot des tentants de la campagne en Algérie. Dans un fourgon de police garé en face du consulat, deux agents ont pris place; l'un mange son petit déjeuner, l'autre pianote sur son Smartphone.

Il se dégage une impression de désignation. Beaucoup d'électeurs semblent déçus face à la situation alarmante de la scène politique algérienne. Découragement et lassitude sont désormais devenus la norme, on a l'impression qu'il ne peut pas en être autrement, que le scrutin est déjà gagné d'avance.

« C'est maikroub (c'est éreint) », affirme une jeune fille qui a toujours vécu à Paris. Elle suit de très loin la politique de l'Algérie, où vivent ses cousins. « J'essaie de dispenser les votes en appelant à voter pour d'autres personnes, mais cela ne sert à rien. Certes, Bouafflika, au cours de ses précédents mandats, a été un bon président car il a apporté la stabilité au pays, mais ce n'est plus le cas maintenant. Il veut mourir en restant au pouvoir, qu'il délèguera par la suite à son premier ministre, qui, lui, est très dynamique », rajoute-t-elle par la suite.

« Moi, je ne vote pas, cela ne m'intéresse plus. Et pourtant j'ai fait des études de sciences politiques. Ce qu'ils font en Algérie n'a pas de sens. Je ne me sens même pas concerné. Le système politique algérien est indéfectible, il n'y a pas d'opposition, ce n'est même plus de la politique », confie un jeune homme de vingt-cinq ans qui est venu au consulat pour régler des questions administratives.

« Benflis est perçu comme un changement »

Une femme élégante et d'aspect distingué ne cache pas son engagement pour le président sortant. « Bouafflika est la seule solution, as-sène-t-elle. Faut voter pour lui et pas particulièrement pour son système. Qu'il cesse ou pas de vivre, le système reste le même, il y aura donc continuité. Quant à l'opposition, Ali Benflis (ex-premier ministre) [1] a certes une volonté de renouveau, mais l'Algérie n'est pas prête

pour cela. On nous parle de printemps arabe, mais notre soulèvement a déjà eu lieu en 1988, et vous avez vu ce que ça a donné dans les années 1990. Il faut des réformes, qui viendront néanmoins de l'intérieur, et non pas des révoltes. Bouafflika connaît bien l'Algérie, il reste ce qu'il y a de mieux pour notre pays. »

Deux jeunes femmes se confient en sortant du bureau de vote. « Benflis est perçu comme un changement pour l'Algérie. Il a certainement

des chances de remporter les élections, il faudra attendre les résultats. On nous a demandé de venir, alors nous sommes venues remplir notre devoir de citoyennes, tout simplement. »

Amine est venue poursuivre ses études à Nice. Il souhaite enseigner le français aux Algériens. Pour lui, le doute n'est pas permis : Abdelaziz Bouafflika va gagner. « Le spectre de la fraude plane toujours sur les Algériens, observe-t-il. Ali Benflis est un ancien juriste, c'est un bon

politicien et est populaire en Algérie, mais cela importe peu aux Algériens car, outre la corruption extrêmement élevée, la culture de l'opposition n'existe pas encore. Les pro-Bouafflika espèrent de lui plus de justice sociale, un meilleur accès à la santé ainsi qu'à l'emploi. Ils savent qu'il est malade et qu'il ne peut plus gouverner mais ils persistent à dire qu'il reste la tête pensante, la disposition de ses conseillers, qui vont gouverner sous ses ordres. L'opposition est une idée récente et qui choque encore la population. Les Algériens n'osent pas voter contre le président, ils préfèrent ne pas voter. »

« On ne peut plus se reposer sur nos hydrocarbures »

Les revendications des Algériens concernent essentiellement les domaines de la santé, de la sécurité et de l'emploi. « J'espère que les résultats de ces élections vont déboucher sur un plus grand accès à la santé, une éducation

« J'espère que ces élections vont déboucher sur un plus grand accès à la santé, une éducation plus large et une justice digne de ce nom. »

UN ÉLECTEUR

plus large qui puisse profiter à tout le monde, et une justice digne de ce nom », souligne un vieil homme à l'entrée du bureau de vote.

« Il faudrait une autre alternative pour l'économie algérienne. On ne peut plus se reposer sur nos hydrocarbures, le pétrole n'est pas infini. Comme l'a proposé Ali Benflis, il faudrait que le budget de l'État soit également financé par les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de l'industrie, et non plus seulement par les hydrocarbures », amène un des rares partisans de Benflis présents ce matin au consulat général d'Algérie. L'Algérie, disposant de grandes ressources pétrolières, a remboursé la totalité de sa dette extérieure. La rente pétrolière et gazière est un véritable pouvoir politique qui profite à des dizaines de milliers de personnes travaillant hors du champ de vision de l'État... ■

SAFOUANE ABDESSALAM

[1] Ali Benflis a dirigé la campagne pour le présidentielle Abdelkader Bouafflika en 1999. Il devint son premier ministre le 26 août 2000. Aujourd'hui, il est le principal rival du président algérien.